

L'EVASION FISCALE, ENJEUX ET CONSEQUENCES

1 – Qu'est ce que l'évasion fiscale ? Définition CPO (Conseil de Prélèvement Obligatoire)
« Ensemble des comportements du contribuable qui visent à réduire le montant des prélèvements dont il doit normalement s'acquitter .S'il a recours à des moyens légaux l'évasion fiscale entre alors dans la catégorie de l'optimisation. A l'inverse, si elle s'appuie sur des techniques illégales ou dissimule la portée véritable de ses acteurs, l'évasion s'apparente à la fraude ».

2 – Le coût de l'évasion fiscale en France se situerait actuellement autour de 80 milliards d'Euros par an. Ce sont environ 800 milliards pour les pays du sud et 1000 milliards pour l'Europe qui manquent à l'appel

3 – La manipulation des prix de transferts intra groupes apparaît comme un des principaux vecteurs de l'évasion fiscale.

4 – Les paradis fiscaux constituent le maillon essentiel du dispositif d'évasion fiscale. 96 paradis fiscaux recensés en 2013 par des organismes officiels. Ils sont 57 pointés du doigt par Oxfam en 2017. Des listes grises ou noires varient au gré des interprétations. L'Europe, par exemple, fait l'impasse des paradis fiscaux européens concernés.

5 – Ce qui caractérise les paradis fiscaux. Les 4 critères de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economique – 34 membres)

- Des impôts insignifiants
- L'absence de transparence sur le régime fiscal (opacité)
- L'absence d'échanges de renseignements fiscaux avec d'autres Etats (non coopération)
- Le fait d'attirer des sociétés écran ayant une activité fictive.

6 – Les fraudes à la TVA représentent des milliards d'euros qui ne sont pas versés dans les caisses de l'Etat.


7 – L'évasion et la fraude fiscale creusent les inégalités de manière spectaculaire partout dans le monde et c'est autant de moyens qui manquent pour combler les déficits

8 – Les risques majeurs engendrés par l'évasion fiscale sont :

- La course au moins disant fiscal - La déstabilisation économique
- La mondialisation du crime

9 – Les espoirs reposent sur la mise en œuvre de la Déclaration de L'OCDE signée le 6 Mai 2014, qui instaure « les échanges automatiques relatifs aux comptes financiers » dits EAI.

10 – Il appartient aux citoyens que nous sommes de savoir si nous voulons continuer à nous accommoder de ces pratiques et de faire le nécessaire si nous souhaitons les faire régresser : pression sur les élus, bulletin de vote, choix bancaire ou de consommation, animation de rue....

	<p>Plateforme régionale de lutte contre les paradis fiscaux http://www.stopparadisfiscaux13.fr mairie de La Destrousse le 27 septembre 2018 Accueil et animation : CCFD Terre Solidaire, Peuples Solidaires Action Aid et Vigicor</p>	
---	--	---